Un nouveau contrat social pour une reprise durable

Déclaration du groupement Global Unions adressée aux Réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, avril 2023

La réponse inadéquate à la crise du coût de la vie, la pandémie de COVID-19 et les trop longues attentes avant d'apporter des réponses à la crise climatique indiquent clairement le besoin urgent d'un remaniement total de notre système multilatéral.

Acquis aux revendications de la communauté syndicale mondiale, nous répondons à l'appel en faveur de réformes qui permettront aux institutions financières internationales (IFI) – le Fonds monétaire international (FMI) et le Groupe de la Banque mondiale – de procéder à un élargissement sans précédent de l'investissement public pour créer des emplois décents, assurer une croissance équitable, développer une économie plus résiliente et réaliser les ambitions des Objectifs de développement durable (ODD).

Afin de pouvoir relever les défis actuels, le FMI et la Banque mondiale doivent :

- Prendre des initiatives audacieuses pour une résolution durable de la dette

En cette période où les pays doivent faire face aux effets à long terme de la pandémie de COVID-19, ainsi qu'aux conséquences de la guerre en Ukraine, de l'inflation et des contractions budgétaires, le risque d'une crise systémique de la dette ne cesse de croître, faisant payer un lourd tribut aux travailleurs du monde entier. En Tunisie, l'impasse économique a conduit à l'emprisonnement de syndicalistes ; au Ghana, le risque est bien réel de voir réduites à néant plusieurs années d'avancées dans les domaines de la santé et de l'éducation ; au Pakistan, au Sri Lanka et en Zambie, les travailleurs attendent depuis des mois une aide concrète pour faire face au désastre économique que connaissent leurs pays.

Afin de pouvoir réaliser les ODD et restaurer la crédibilité des IFI, censées assurer la stabilité et la prospérité de l'économie mondiale, celles-ci doivent enfin accepter de négocier les

améliorations tant attendues concernant les délais et les processus de résolution de la dette, qui obligeraient l'ensemble des créanciers, publics ou privés, à approuver un allègement rapide, conséquent et à long terme de la dette dans les pays qui en souffrent.

Ces réformes doivent être considérées comme une première étape dans le renouvellement des efforts en faveur de la mise en place d'un mécanisme durable et permanent pour la restructuration de la dette souveraine. Privatisation et austérité ne sont en aucun cas des antidotes au surendettement et ont à maintes reprises entravé la croissance et affaibli la capacité des pays à rembourser leurs prêts, tout en accentuant les inégalités et les privations. Compte tenu des multiples crises que traversent actuellement les pays, le recours à des politiques d'austérité obsolètes risque de créer un cycle permanent de surendettement, représentant une menace pour les moyens de subsistance et les aspirations des travailleurs dans les années à venir.

- Promouvoir le travail décent et la protection sociale universelle

Alors que la crise du coût de la vie a affaibli le pouvoir d'achat des travailleurs, les banques centrales s'obstinent à vouloir faire baisser les salaires, même en l'absence de boucle prix-salaires. Parallèlement, la pandémie de COVID-19 et les récents chocs économiques ont mis en lumière les profondes lacunes des systèmes de protection sociale actuels pour les travailleurs vulnérables. Ces questions doivent être appréhendées de manière globale : un système financier libéralisé encourage la spéculation et décourage l'investissement à long terme, tandis que les grandes entreprises et les plus fortunés augmentent leurs prix, dissimulent leurs actifs et échappent à la collecte des recettes publiques.

La solution à ce déséquilibre doit être à la mesure de la gravité du problème : créer le plein emploi assorti de normes de sécurité et de santé au travail et de protections juridiques solides et universelles pour le travail décent. Ces mesures, complétées par une protection sociale universelle, constituent la voie la plus évidente pour développer une société plus prospère et plus équitable.

Afin de garantir une croissance équitable et durable, nous encourageons les IFI à prendre des initiatives politiques pour créer le plein emploi, promouvoir le travail décent et élargir la couverture de la protection sociale. Cela suppose d'agir sur les questions macroéconomiques : adopter une approche équilibrée de l'inflation, mettre l'accent sur la solidarité sociale et l'imposition progressive et, concernant le financement du développement, adopter une approche structurée pour permettre aux travailleurs de jouir des droits garantis par les politiques environnementales et sociales. Cela supposera également de défendre avec diligence la liberté syndicale et la négociation collective dans tous les pays.

- Prendre des mesures pour assurer la responsabilité démocratique en matière d'investissements

Partout dans le monde, il est clairement nécessaire de réaliser des investissements sans précédent dans la résilience économique, les services publics et le secteur des soins, dans les énergies renouvelables et les infrastructures. Si la privatisation, la déréglementation et les marchés financiarisés permettent d'injecter des fonds à court terme, ils sont historiquement responsables de la dégradation de la qualité des emplois et des services, mais aussi de la recrudescence des fraudes et du travail informel.

Le financement privé du développement ne doit ni étouffer la voix de ceux qu'il est censé servir, ni réduire ou remplacer les investissements publics. Il est essentiel que les projets et les investissements soient basés sur un dialogue social structuré et la responsabilité démocratique pour garantir non seulement la réussite des programmes mais aussi la légitimité démocratique permanente des processus de financement du développement.

La Banque mondiale et le FMI sont des institutions multilatérales de première importance et de puissants canaux pour les investissements plus que nécessaires. À cet égard, nous les invitons à renforcer le contrôle démocratique du financement du développement, ainsi que le dialogue social pour les projets de développement.

- Prendre des engagements en faveur d'une transition juste pour les travailleurs

Le dernier rapport du GIEC réaffirme que les travailleurs, leurs familles et leurs communautés seront tous touchés par ce que le secrétaire général des Nations unies António Guterres a qualifié de « bombe à retardement » du changement climatique. La transition vers les énergies propres représente un changement économique de grande ampleur, qui doit également offrir l'opportunité de promouvoir un développement durable et équitable. Ne pas relever ces défis présente non seulement un danger pour les travailleurs du secteur de l'énergie et leurs communautés, mais rendra également impossible toute croissance globale inclusive et mettra en péril la légitimité politique de la transition énergétique et de la lutte contre la crise climatique.

Une transition juste appelle non seulement à accorder une attention particulière aux travailleurs du secteur énergétique déplacés, mais réclame également que les emplois créés au sein de la nouvelle économie de l'énergie offrent des salaires décents, des lieux de travail sécurisés et salubres, de même que des protections juridiques en ce qui concerne la liberté syndicale, la représentation des travailleurs et la négociation collective. La transition juste doit aller au-delà du secteur énergétique et s'étendre à l'agriculture, aux infrastructures, à l'industrie, aux transports et à d'autres secteurs encore. Si des emplois de qualité, mais à forte intensité de carbone, sont remplacés par des emplois verts mais de moins bonne qualité, alors la transition ne sera plus qu'une occasion manquée, un retour en arrière.

La Banque mondiale et le FMI doivent travailler en tandem avec les syndicats pour s'assurer que la transition énergétique soit l'occasion d'offrir des emplois décents et des énergies durables, financièrement accessibles à tous les individus.

- Investissements détournés et reprise divergente

Au cours de ces derniers mois, un grand nombre de pays ont mis sur la table des plans pour restreindre le droit de grève ou ont fermement réprimé des mouvements de protestation, emprisonné des responsables syndicaux ou expulsé des observateurs internationaux. Alors que les banques centrales interviennent pour soutenir le secteur financier face aux conséquences de la hausse des taux d'intérêt, les travailleurs sont nombreux à payer le prix des suppressions d'emplois et de la baisse de leur pouvoir d'achat en raison de l'inflation. Bien que rien n'indique qu'une boucle prix-salaires puisse agir sur l'inflation, l'austérité et les coupes budgétaires laissent peu de place à la croissance et à l'optimisme. Malheureusement, l'histoire nous a appris que ces prescriptions ne feront qu'exacerber les causes sous-jacentes de la détresse économique que nous connaissons.

Les problèmes fondamentaux que rencontrent nos communautés et nos économies ne sont pas nouveaux : le sous-investissement chronique au sein de l'économie réelle et les bulles spéculatives responsables des crises périodiques sont les deux faces d'une même médaille. La crise de la COVID-19, les conséquences de l'agression russe de l'Ukraine et le chaos climatique démontrent clairement le besoin urgent d'investir dans le secteur des soins et les services publics de qualité, tels que l'éducation, ainsi que la fragilité et l'insuffisance des systèmes de protection sociale actuels et l'importance d'investir dans les énergies durables et la résilience économique. Dans chacun de ces cas, le problème reste le sous-investissement, et l'austérité ne fera qu'aggraver la situation.

Le tout dernier rapport de la Banque mondiale sur les perspectives économiques mondiales annonce des taux d'investissement historiquement bas dans les marchés émergents au cours de ces prochaines années. Ajoutée à la crise de la dette actuelle, à la hausse des taux d'intérêt et à la volatilité des marchés, cette situation laisse présager une « reprise » qui laissera derrière elle un monde encore plus inégalitaire. Selon cette perspective, il sera impossible de réaliser les ODD et d'assurer une croissance globale et inclusive dans les pays en développement, compte tenu de l'érosion des emplois décents, de l'assiette fiscale et de la légitimité démocratique.

Le sous-investissement systémique est imputable à la spéculation financière et à la concentration des entreprises. Alors que les salaires des travailleurs et les réserves nationales perdent constamment de leur valeur, l'exploitation des prix par les entreprises et les manipulations financières ont fait exploser les bénéfices. Les entreprises de travail itinérant, basées sur des applications, ont constitué des monopoles internationaux pour certains services afin d'assurer leurs revenus, tandis que les locataires du monde entier sont confrontés à une flambée des coûts du logement en raison des tarifs exorbitants des

locations à court terme. Le plus souvent, les profits substantiels réalisés dans le secteur privé résultent du manque de services publics et du sous-investissement dans les transports, le logement, l'éducation, les soins de santé et d'autres services publics essentiels aux êtres humains.

Une réforme économique globale et des investissements massifs sont nécessaires pour relever les défis considérables auxquels l'humanité est confrontée actuellement et contrecarrer cette trajectoire économique divergente et contre-productive. Afin de lutter contre l'inflation des actifs, la corruption et la spéculation financière, les réformes en matière de gouvernance (imposition progressive) doivent être suivies d'investissements massifs dans les services publics.

Les travailleurs supportent depuis trop longtemps le coût des chocs économiques dont ils ne sont pas responsables, alors que les riches en profitent. Au lieu de réprimer ou pénaliser les grèves et les mouvements de contestation, les gouvernements devraient renforcer la légitimité démocratique en développant une économie capable de garantir une croissance durable et profitable à tout le monde.

Recommandations aux IFI

- Collaborer avec les gouvernements et les syndicats en vue de soutenir un programme d'investissement historique capable de répondre aux besoins sociaux et de contribuer à la création d'emplois et à la construction d'un avenir durable et équitable. Ces investissements doivent viser à améliorer la protection des droits humains et syndicaux, notamment la liberté d'association et l'élargissement de la négociation collective pour améliorer la qualité des emplois, et à garantir la santé et la sécurité, ainsi que l'apprentissage tout au long de la vie et la répartition équitable des pertes et profits durant les périodes d'instabilité.

- Garantir que les fonds privés alloués au développement ne se substituent pas aux investissements publics et ne portent atteinte ni à l'État de droit ni à la responsabilité démocratique, mais servent, au contraire, des objectifs publics, en contribuant à la croissance inclusive et au travail décent.

- Fournir une assistance technique aux gouvernements qui cherchent à introduire des politiques fiscales et industrielles équitables afin que les produits de la croissance puissent être maintenus au niveau local.

- Promouvoir un investissement substantiel dans le secteur de la santé et des soins pour se relever de la pandémie de COVID-19, se préparer aux crises de santé publique futures et répondre aux besoins sociaux passés sous silence.

- Soutenir et promouvoir une augmentation des investissements dans l'éducation publique à tous les niveaux afin de garantir que chaque enfant ait droit à un

enseignant formé et qualifié.

- Promouvoir une amélioration des normes en matière de santé et de sécurité au travail, au travers de la ratification et de la mise en œuvre des conventions fondamentales de l'OIT sur la santé et la sécurité et de la convention 190 relative à l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail, et en intégrant leurs principales revendications aux politiques et stratégies d'investissement des IFI.

- Garantir le travail décent pour les travailleurs qui subissent les conséquences des projets de transition écologique, intégrer un dialogue social structuré dans la planification et l'exécution des projets et offrir des opportunités de formation publique de qualité pour soutenir le renforcement de leurs compétences et l'apprentissage tout au long de la vie.

Recommandations au FMI

- Promouvoir un mécanisme contraignant, complet et équitable pour restructurer la dette souveraine conformément à la résolution des Nations unies A/RES/69/319 et tenir compte du besoin d'investissements sociaux et climatiques dans les analyses de la dette, conformément aux ODD.

- Décourager la spéculation financière et promouvoir un investissement productif et des politiques génératrices de revenus qui permettent de partager les fruits de la croissance économique, sans affaiblir le niveau de vie des travailleurs.

- Promouvoir une imposition progressive et soutenir les gouvernements qui cherchent à introduire des mesures équitables pour la collecte des recettes, au travers d'une augmentation de l'impôt sur les sociétés, de taxes sur les transactions financières et d'un impôt sur la fortune et les bénéfices exceptionnels. Cela suppose de collaborer étroitement aux travaux des Nations unies et de l'OCDE pour la réforme de la fiscalité.

- Mettre fin aux contraintes exercées sur la masse salariale de la fonction publique, qui accentuent les pénuries de travailleurs essentiels dans les secteurs publics de la santé et de l'éducation et les infrastructures. Ces travailleurs sont indispensables à la réalisation des ODD et il est donc essentiel de leur offrir des conditions de travail décentes pour garantir des services publics de qualité.

- Mettre un terme à la surtaxation régressive et contre-productive qui endette encore davantage les pays déjà endettés.

- Promouvoir davantage les droits de tirage spéciaux (DTS) et assurer leur transfert entre les pays à revenu élevé et les pays en développement, via des fonds fiduciaires

spécifiques, des transferts directs ou d'autres institutions.

- Promouvoir les normes fondamentales en matière de STT pour augmenter les niveaux de productivité, réduire les dépenses liées aux prestations de santé et d'invalidité et éviter aux travailleurs une perte de revenus imputable à des maladies professionnelles ou à des accidents de travail.

Recommandations au Groupe de la Banque mondiale

- Éviter d'affaiblir dangereusement les normes du travail internationales en omettant les indicateurs relatifs au travail, aux taxes et aux contributions dans le rapport Business Enabling Environment proposé.

- Préparer un rapport de référence sur l'emploi, encourageant l'investissement dans le travail décent et intégrant les normes internationales du travail : salaires équitables, protection de la santé et de la sécurité au travail, droits syndicaux, dialogue social et négociation collective.

- Soutenir les investissements dans la protection sociale universelle pour lutter efficacement contre la pauvreté et promouvoir efficacement l'équité.

- Cesser de promouvoir la privatisation comme un moyen de contribuer au développement et réclamer, au contraire, une augmentation des investissements dans les services publics.

- Veiller à ce que tous les prêts concédés par le Groupe de la Banque mondiale soient conformes aux normes internationales du travail.

- Mettre tout en œuvre pour améliorer le respect des garanties en matière de travail dans le cadre du financement du développement, en impliquant les syndicats dès le début du processus d'investissement, en s'appuyant sur l'expertise de la communauté syndicale en matière de diligence raisonnable et en invitant les syndicats et les clients des banques à prendre part aux discussions de fond.

- Mettre en œuvre des solutions sectorielles pour améliorer le respect des normes du travail dans le cadre du financement du développement, y compris la politique de responsabilité en matière de conformité proposée dans le secteur hôtelier.

- Prévoir des délais stricts pour l'identification des violations des mesures de sauvegarde dans les projets de développement, ainsi qu'un calendrier précis pour les plans d'action correctifs, la résolution des violations et la réparation des préjudices.

- Collecter et publier des données concernant le nombre et la qualité des emplois créés grâce aux fonds investis par les IFI dans le développement, afin de contribuer à l'amélioration continue de leur impact sur le développement et de veiller à ce que leurs projets contribuent à une croissance inclusive.

- Faire en sorte que les contributions au financement pour le climat intègrent des critères de transition juste alignés sur l'Accord de Paris et la déclaration de la COP26 visant à promouvoir les conditions nécessaires à la mise en œuvre de la transition juste au niveau mondial.